

Pour un « pacte social et écologique »

MANIFESTE Un appel à contrecarrer «l'offensive néolibérale»

► Edouard Delruelle, philosophe, et Jean-Pascal Labille, mutuelliste, appellent à signer, avec une trentaine de personnalités, un manifeste pour un « pacte social et écologique ».

► « Nos sociétés sont plongées dans une crise systémique. »

Pour le dire simplement : « Le train est devenu fou, il est inarrêtable si on ne fait pas quelque chose, les peurs se répandent, la colère avec elles. » Dixit Jean-Pascal Labille. En d'autres termes, tirés du Manifeste dont le secrétaire général de Solidaris et, à ses côtés, Edouard Delruelle, philosophe, professeur à l'université de Liège, sont les promoteurs : « Nos sociétés sont plongées dans une crise systémique, tout le monde en est conscient. Les dérèglements ne sont pas seulement économiques, mais aussi sociaux (l'explosion des inégalités), politiques (montée des populismes, ingouvernabilité croissante des démocraties), géopolitiques (décomposition de l'Union européenne, crise migratoire, danger de guerres), environnementaux : épuisement des ressources, déséquilibre climatique, dégradation des cadres de vie. »

Promesse

Vous avez bien lu. Les parenthèses comptent double. Le constat est alarmant, le Manifeste est alarmiste. Alors ? Le choix n'est pas cornélien : « Soit on reste dans le paradigme ac-

tuel, on va dans le mur, à commencer par l'ingouvernabilité de nos démocraties, extrêmement inquiétante, et qui génère une gouvernance autoritaire, soit on change de paradigme », explique Edouard Delruelle. D'où le vibrant appel - c'est l'objet du Manifeste, que l'on trouvera dans les prochains jours sur un site internet ad hoc - à conclure un « pacte social et écologique », pour (tenter de) nous tirer de là. Jean-Pascal Labille : « Au fond, il est question de reformuler une promesse, celle d'un monde meilleur. Elle n'existe plus aujourd'hui. Plus grand monde ne croit à un monde meilleur. Et c'est dramatique pour une société humaine organisée, qui ne peut survivre longtemps dans ces conditions. »

Modération

Un « monde meilleur », ce n'est pas la révolution pour autant, « ne confondons pas », préviennent le philosophe et le mutuelliste : « Nous ne croyons pas au "Grand Soir". Nous sommes dans une logique de compromis, de dialogue, de débat. Notre Manifeste, signé au départ par des personnalités de différents horizons et qui ont divers engagements, veut mobiliser largement, les progressistes, les libéraux sociaux, les entrepreneurs qui créent de l'emploi et de la richesse, loin des prédateurs financiers. » Un peu la modération réérigée en mode de réflexion et d'action, afin de « changer les choses vraiment ».

Alliance

Edouard Delruelle et Jean-Pascal Labille insistent : « Ce Manifeste, c'est une sollicitation, une invitation aux responsables du monde syndical et des entreprises, aux politiques, aux par-

tis qui ont envie de témoigner leur engagement en ce sens, aux universitaires, aux associatifs, toutes celles et tous ceux qui ont un sentiment d'urgence et qui souhaitent s'investir dans une démarche qui vise à conclure un pacte social et écologique, nous verrons de quelle façon, sous quelle forme, mais voilà, c'est cela l'idée. » Les deux ponctuent : « Nous n'avons pas d'agenda électoral. Le groupe de travail qui a réalisé ce Manifeste s'est réuni pour la première fois il y a près de deux ans, et le Pacte auquel nous voulons aboutir ne verra certainement pas le jour avant un an... Ceci n'a rien à voir avec une campagne partisane. »

Pas davantage, à entendre Jean-Pascal Labille et Edouard Delruelle, avec une campagne pour une future alliance rouge-verte en 2019, autrement dit socialiste-écologiste, même si on frôle ici, politiquement parlant, le synonyme avec le « pacte social et écologique » auquel appellent les signataires du Manifeste : « Soyons clairs : notre invitation s'adresse tout autant à ceux qui ne partagent pas notre vision des choses, pour que nous confrontions nos points de vue, il n'y a aucun rapport avec les échéances électorales. »

Piliers

On en restera donc au Manifeste, à l'appel au pacte, et c'est bien assez, c'est du lourd. Face à ce qu'ils désignent comme une déglincence sociale et un risque de dérapage autoritaire, les auteurs relégitiment l'Etat social : « ses trois piliers » (les services publics, la sécurité sociale, le droit du travail) et les « trois dynamiques politiques » qui y portent (la régulation, la redistribution, la concertation sociale). Malménés mais préservés

tant bien que mal jusqu'à présent, ces « piliers » et « dynamiques » sont depuis peu les « cibles » d'un « néolibéralisme » qui ne fait plus de quartiers d'après le philosophe et le patron des Mutualités socialistes : « Nous sommes maintenant dans une attaque frontale, qui vise le cœur du modèle social européen, comme s'il s'agissait de liquider purement et simplement le pacte social de 1944, d'après-guerre, et de reconstruction à l'époque. »

Un néolibéralisme, jugent les auteurs, « qui a perdu la légitimité politique et intellectuelle qui était la sienne depuis les années 1980 - les populations n'adhèrent plus aux dogmes du travailleur-entrepreneur, de la concurrence généralisée, de la mondialisation heureuse - et qui, pour maintenir son pouvoir, pour garder la maîtrise de la situation en quelque sorte, s'appuie sur le discours sécuritaire et identitaire, en alliance avec le nationalisme ».

L'Etat social ne suffira plus, il doit se faire « écologique », complète le Manifeste. Une quasi-évidence, sauf que la formule gagnante reste mystérieuse. Comment « organiser la sortie du dogme aveuglement productiviste » ? Bonne question. Les auteurs du Manifeste n'éluent pas mais font appel à l'équipe pour l'essentiel, à celles et ceux qui, espèrent-ils, s'investiront dans l'opération. « Il sera plus nécessaire que jamais d'orienter la production vers les activités socialement et écologiquement utiles », lit-on dans le Manifeste. Une entrée en matière, tout reste à faire. « On doit pouvoir proposer des politiques qui provoqueront le changement, ou bien on va vers l'abîme », estime Jean-Pascal Labille. Et c'est un réformiste qui vous le dit. ■

DAVID COPPI

CONCEPT**Allocation universelle : les auteurs ont un doute « manifeste »**

Le groupe de travail qui se trouve à la base du Manifeste s'est interrogé à propos de l'« allocation universelle ». Compatible ou pas avec l'Etat social ? Réforme ou recul ? On lit ceci : « *Un nombre croissant d'intellectuels, de politiques et de militants plaident aujourd'hui pour l'instauration d'une allocation universelle qui garantirait à tout individu un revenu inconditionnel, c'est-à-dire découplé de toute obligation de travailler et même de chercher du travail (...). Outre la question de son financement, on peut craindre qu'une telle allocation ne renforce la dualisation de la société, entre les "productifs" hautement qualifiés et rémunérés, et les "improductifs" relégués aux occupations domestiques ou conviviales. Les femmes, en particulier, ne risquent-elles pas d'être poussées à se retirer du monde du travail et à rester au foyer ?* »

D.CI